

Consommation collective

Consommation de biens ou de services satisfaisant des besoins collectifs et dont le financement est principalement pris en charge par une administration publique.

Critères de Maastricht

Principes, au nombre de cinq, que les pays de l'union européenne doivent respecter pour pouvoir entrer dans la zone euro. Ils portent sur une limitation des déficits publics et de la dette publique, sur l'adoption de taux d'intérêt et de taux d'inflation peu élevés, et sur une absence de dévaluation de la monnaie.

Déréglementation

Suppression progressive de règles, fixées par les pouvoirs publics, qui encadrent l'activité de secteurs économiques. L'ouverture à la concurrence de secteurs jusqu'alors réservé à un monopole public en est un exemple.

Effet d'éviction

Théorie selon laquelle tout déficit public financé par émission d'obligations se traduit par une réduction équivalente de l'investissement privé.

Europe sociale

Principe selon lequel l'Europe devrait se construire à partir de critères pas uniquement économiques, mais aussi sociaux, en garantissant par exemple à tous les citoyens de l'union européenne un certain degré de protection sociale par l'intermédiaire d'un système de solidarité sociale

Union économique et monétaire

Zone dans laquelle un certain nombre de pays ont adopté des politiques économiques et une monnaie communes

Union politique

Association de pays dont les accords ne portent pas uniquement sur des critères économiques, mais intègrent aussi en partie une mise en commun d'un certain nombre de compétences politiques mises en commun. Se dit aussi d'une union qui reposerait sur une volonté politique forte des gouvernements des Etats qui la constitue

Union douanière

Groupe de pays ayant adopté des principes de libre-échange, mais qui en plus mettent en place des droits de douanes communs vis à vis des pays tiers

Zone de libre-échange

Groupe de pays ayant aboli les restrictions à l'échange de biens et de services entre eux, mais gardant vis à vis des pays tiers des politiques douanières propres

Marché unique

Il garantit la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes entre les pays de l'Union européenne. En Europe, le marché unique a été réalisé en 1993

Pacte de stabilité

Pacte signé en 1997 à Amsterdam par les pays de la zone euro. Il engage ces pays à mettre en place des politiques budgétaires visant à terme à la disparition des déficits publics.

Politique agricole commune

Politique mise en place en Europe à la fin des années 50, et visant à soutenir l'agriculture européenne, par toute une série de mesures ayant évolué au cours du temps : subventions, soutien aux prix, aides techniques...

Politique économique

Ensemble des interventions des pouvoirs publics dans l'économie, caractérisées par la hiérarchie des objectifs poursuivis et le choix des instruments mis en œuvre pour les atteindre.

Politique économique conjoncturelle

Politique économique à court terme, menée en vue d'orienter l'activité économique dans un sens jugé souhaitable (hausse de l'emploi, croissance forte...). Elles peuvent prendre la forme de politiques de relance, d'inspiration keynésienne, ou de politiques de rigueur, d'inspiration plus libérale.

Politique économique structurelle

Politique économique de long terme qui consiste en une modification des institutions et des comportements des agents économiques.

Politique économique monétaire

Ensemble des mesures prises soit par le gouvernement, soit par une autorité indépendante (la BCE dans la zone euro par exemple), visant à influencer sur la masse monétaire et les taux d'intérêt.

Politique économique budgétaire

Ensemble des mesures mises en place par le gouvernement influant sur le niveau et la structure du budget de l'Etat.

Principe de subsidiarité

Principe de partage de compétences et de pouvoir qui attribue à un organe, une institution ou une collectivité territoriale l'essentiel des interventions, pour ne laisser à une autre institution de niveau supérieur que ce qui serait réglé de manière plus efficace par cette dernière.

Service public

Activité d'intérêt général assurée sous le contrôle de la puissance publique par un organisme public ou privé (on parle dans ce dernier cas de délégation de service public).

Service universel

Service minimum auquel tous les utilisateurs et les consommateurs ont accès à un prix abordable, compte tenu des circonstances nationales spécifiques.